

AVERTISSEMENT

« D'où parles-tu camarade ? » est la première question que je me suis posée avant de me décider à écrire ce livre. On ne se risque pas à émettre de sévères critiques sur un univers aussi vital à nombre de structures à la fois non lucratives et essentielles à la cohésion du pays sans s'interroger sur sa légitimité à le faire. Les ouvrages cognant sur la philanthropie ne sont pas légion pour des raisons diverses : peur de fragiliser les ONG, censure directe ou supposée des puissants philanthropes, également patrons de presse ou de maisons d'édition et annonceurs importants... On pourra m'opposer une lecture politique peu favorable au néolibéralisme, pas de méconnaître le monde du don. C'est précisément parce qu'il ne m'est nullement étranger que je me suis senti autorisé à dénoncer la philanthropie indécente des grosses fortunes. Elle ne fait qu'entretenir un système ploutocrate qui menace nos démocraties et nos services publics.

Dans une vie antérieure, j'ai travaillé chez Admical, think tank rassemblant des entreprises mécènes convaincues d'œuvrer pour les causes auxquelles elles croient. Nombre de ces entreprises ne défiscalisent pas leurs dons et ne cherchent nullement à en faire la promotion ; tout au plus reçoivent-elles des remerciements de la part des porteurs de projets soutenus et affichent-elles la joie de voir leurs propres collaborateurs plus fiers de leur travail. Qu'ils me pardonnent, mais ces professionnels, souvent issus du monde associatif, sont les idiots utiles qui légitiment malgré eux un système délétère. De ce poste avancé, j'ai pu constater que nombre de grandes entreprises



se livrent à des *washings* de divers ordres, avec une élégance et une subtilité à géométrie variable : en mettant en avant leurs bonnes œuvres – dérisoires financièrement par rapport aux mauvaises qu'elles cachent au fond de leurs rapports annuels –, elles cherchent à nous faire croire qu'elles changent le monde quand elles participent à le détruire.

J'ai par ailleurs coécrit, avec Perrine Daubas, un guide pratique, *Se lancer dans la collecte de fonds privés* (Juris Éditions, 2012) et j'aide (bénévolement) depuis des années plusieurs ONG à lever des fonds auprès d'entreprises. Je confesse même avoir animé des dîners de gala ! Je sais que sans ces soutiens-là, nombre de projets non lucratifs ne verraient pas le jour. Mais ce n'est pas une raison pour tout accepter, pour renoncer aux idéaux de justice, de partage et de décence élémentaire que certains philanthropes autoproclamés contribuent chaque jour à souiller.

PROLOGUE

8 janvier 2020, Orléans. Accompagnée de Didier Deschamps, sélectionneur de l'équipe de France de football, Brigitte Macron lance l'opération Pièces jaunes. La rituelle action de bienfaisance est fort bien accueillie par la très nombreuse presse présente ce jour-là.

Succédant à Bernadette Chirac comme marraine, la première dame déclare à la tribune, avec force trémolos dans la voix, qu'elle compte sur la générosité des Français « pour aider l'hôpital public ». La phrase est applaudie comme il se doit et reprise telle quelle par les journalistes qui couvrent l'événement. À peu de chose près, trois fois rien, tout serait luxe, calme et volupté.

On tend l'oreille. On attend les hourras des soignantes et soignants de l'hôpital public, justement, eux qui sont en grève depuis plusieurs mois, revendiquant le droit d'exercer leur métier dignement, en nombre suffisant, dotés d'un matériel de qualité et de salaires décents. Rien ne vient. Comme a dit Nicolas Sarkozy lorsqu'un journaliste a eu l'outrecuidance de lui rappeler qu'il était mis en examen dans plus d'une demi-douzaine d'affaires : « Quelle indignité ! » Les gueux de nos hospices n'ont vraiment pas la reconnaissance du ventre ! Les dames patronnesses et les nantis se rassemblent, prennent de leur temps qu'on sait précieux, mobilisent leurs moyens qu'on sait maigres à cause de la pression fiscale démentielle qui pèse sur nos élites. Ils s'engagent, clairement, à apporter leur obole. Et malgré leurs efforts colossaux, aucun vivat, aucun bravo. Ingrats !



Cette sécheresse de cœur m'a plongé dans un abîme de perplexité : les pauvres sont-ils d'éternels insatisfaits - comme le veut la doxa - ou se pourrait-il, à tout hasard, que la charité se foute de l'hôpital? D'un côté, les mots d'Emmanuel Macron à propos du budget de l'hôpital public : « Il n'y a pas d'argent magique¹ », par lesquels il justifie des orientations budgétaires poussant à la diminution de 5,3 % des lits des hôpitaux entre 2013 et 2019² et contribue à faire du ministère de la Santé le premier touché par les suppressions de postes en 2020³. De l'autre, la croissance infinie de la fortune des ultrariches français, avec dix familles qui possèdent à elles seules plus de 200 milliards d'euros⁴. L'équation est délicate, prenons donc du recul. Sur les deux plateaux de la balance, on a d'une part les poches toujours un peu plus vides de l'État et de l'autre, celles des nababs qui débordent... Et alors qu'il existe depuis plus d'un siècle un truc formidable que l'on appelle l'impôt progressif - auquel lesdits nababs échappent allègrement - et qui pourrait répondre dix fois aux besoins de l'hôpital public, notre Président ignore cette solution - il a dû faire l'impasse sur la fiscalité redistributive en potassant le concours de l'ENA - et délègue la crise à son épouse qui se voit chargée de récupérer quelques piécettes. Nous voici revenus au XIX^e siècle...

Mars 2020. La France est frappée à son tour par la pandémie mondiale de Covid-19. Face à l'évident dénuement de l'hôpital public en masques, surblouses et gel hydroalcoolique pour ses soignants, en respirateurs et lits de réanimation pour ses malades, la rhétorique martiale prend le pas et les promesses de dons affluent pour contribuer à l'effort de guerre. Des tas de cagnottes solidaires et populaires s'organisent bien sûr, mais pas seulement. Bernard Arnault, qui a donné 200 millions d'euros au lendemain de l'incendie de Notre-Dame, demande à ses ouvriers



de fabriquer plusieurs millions de litres de gel hydroalcoolique. Quelques mois plus tard, en octobre, alors que la pandémie frappe toujours, l'État lui ayant permis d'économiser 500 millions d'euros sur le rachat de la chaîne de joaillerie américaine Tiffany⁵, LVMH s'octroie une jolie couverture médiatique en faisant un don de 5 millions d'euros à l'Institut Pasteur de Lille pour trouver un traitement contre le Covid⁶... Monseigneur est trop bon et a manifestement plus de considération pour les vieilles pierres que pour les vieilles personnes. Le groupe a en effet donné quarante fois plus pour restaurer Notre-Dame, et le montant de ces dons (avant déduction fiscale...) ne correspond pas à la moitié de ce que l'État lui offre sur un plateau. Arnault a beau avoir constitué sa fortune initiale grâce à de l'argent public⁷ et être depuis lors constamment abreuvé d'exemptions et de largesses fiscales - comme les 660 millions d'euros fournis en avantages divers pour que sa fondation pour l'art contemporain voie le jour dans le très populaire Neuilly-sur-Seine -, il n'a pas un mot de remerciement pour la France, pas un mot ni un euro, même post mortem, puisqu'il a organisé sa succession dans une fondation en Belgique⁸. Pas question de financer les services publics de ceux à qui il doit tout. Cet homme le plus riche de France, détenteur de la troisième fortune mondiale, incarne l'indécence des philanthropes modernes. Il sera beaucoup sujet de lui dans les pages qui vont suivre.

Pour les autres grandes entreprises, la situation est du même ordre. Le géant pharmaceutique Sanofi a versé 4 milliards d'euros à ses actionnaires et 100 millions à un fonds de lutte contre le Covid⁹, avant d'annoncer... la fermeture d'usines en France - oubliant qu'il a été perfusé au crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) pendant des années. Dans un contexte de crise sanitaire majeure, ô combien en



lien direct avec son secteur, le rapport entre la recherche et le capital est ainsi de 1 à 40. Total est exactement sur le même ratio avec 1,8 milliard pour les actionnaires et 50 millions pour les hôpitaux¹⁰, mais remporte la palme de la mesquinerie puisque son don a pris la forme de bons d'essence dans ses stations-service. Au fond, rien n'a changé depuis le temps où le génial auteur du *Droit à la paresse*, Paul Lafargue, réglait leur compte à ces faux généreux : « Voler en grand, restituer en petit, c'est la philanthropie. » Déjà, à l'époque (le livre est paru en 1880, lors de la deuxième révolution industrielle), une « propagande des grandes fortunes¹¹ » s'organisait à grand renfort de presse pour vanter leurs largesses et la supériorité de leurs gestes par rapport à ce que l'État pourrait faire. Mais nous étions passés outre et avons inventé l'impôt progressif, seul à même d'assurer une égalité de tous les citoyens devant l'État, avec des services publics équitablement distribués sur le territoire et des financements pérennes – à l'inverse des générosités privées qui sont, par essence, localisées et ponctuelles. Dans un pays où la passion de l'égalité et du service public domine, cela a tenu plus d'un siècle. Au moment où l'État-providence vacille à cause de ceux qui évitent de payer ce qu'ils doivent, les grandes fortunes font leur retour à coups de tribunes en accusant l'État de lenteur, de ringardise ou de manque d'agilité, quand elles, évidemment, sauraient faire prospérer les plus démunis par leurs dons...

Un constat s'impose. L'idéal charitable diffère très largement de celui de la solidarité, l'un s'accommodant fort bien des inégalités quand l'autre les combat. Nous ferons un crochet aux États-Unis, où quarante années de travail de sape ont presque détruit l'État-providence ainsi que l'essence de la démocratie, avec des élections de plus en plus



censitaires. Comme la *junk food* et la *fast fashion*, ce modèle de société *low cost* pour tous et *premium* pour quelques-uns débarque en France. D'abord timidement, car les Gaulois sont réfractaires au don, puis plus largement par la collusion croissante – pour rester poli – entre élites publiques et privées. Pour ne pas accabler celles et ceux qui lisent ces lignes, nous conclurons par quelques pistes de réponses à l'éternelle question : « Que faire ? » Une chose est certaine : continuer sur cette pente d'acquiescement à la charité n'est pas une option.